

III. — RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE LA ONZIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

S-11/3. Suggestions du Secrétaire général en vue d'améliorer la situation économique critique de nombreux pays en développement

L'Assemblée générale,

Ayant présent à l'esprit le fait que la situation économique de la grande majorité des pays en développement s'est détériorée de plus en plus au cours de la dernière décennie,

Profondément préoccupée par la gravité de la situation économique et sociale de plus en plus mauvaise des pays les moins avancés et d'autres pays en développement, en particulier ceux qui appartiennent aux catégories spéciales, où les besoins et les problèmes en matière de développement sont les plus grands,

Consciente des problèmes économiques sans précédent auxquels ces pays font face et dont la solution requiert l'assistance de la communauté internationale,

Soulignant la nécessité impérieuse d'une action simultanée et parallèle pour résoudre les problèmes à court terme, à moyen terme et à long terme des pays en développement,

Notant avec grand intérêt les suggestions faites par le Secrétaire général dans l'allocution qu'il a prononcée devant le Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire de 1980⁵, en vue d'améliorer la situation économique critique de nombreux pays en développement,

1. *Prie* le Secrétaire général de développer ses suggestions, en consultation avec les organismes concernés des Nations Unies et de les soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session;

2. *Décide* d'envisager et de prendre des mesures appropriées à propos de cette question lors de sa trente-cinquième session.

*21^e séance plénière
15 septembre 1980*

S-11/4. Mesures destinées à faire face à la situation critique des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par la gravité de la situation économique et sociale de plus en plus mauvaise des pays les moins avancés et par les piètres résultats du développement de ces pays au cours des deux dernières décennies, ainsi que par leurs très médiocres perspectives de développement pour les années 1980,

Profondément préoccupée également par l'absence continue et critique d'infrastructure de base dans ces pays,

⁵ *Ibid.*, trente-cinquième session, Supplément n° 3 (A/35/3/Rev.1), chap. II, par. 7 à 28.

Rappelant les résolutions 62 (III)⁶ et 98 (IV)⁷ de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date des 19 mai 1972 et 31 mai 1976, ainsi que les autres résolutions et décisions pertinentes du système des Nations Unies qui, dans une large mesure, n'ont pas été appliquées,

Rappelant également la résolution 122 (V)⁸ de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 3 juin 1979, aux termes de laquelle celle-ci a adopté, au nombre de ses principales activités prioritaires, un nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés en deux phases : un programme d'action immédiate pour la période 1979-1981 et un nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980,

Reconnaissant que c'est aux pays les moins avancés eux-mêmes qu'incombe au premier chef la responsabilité de leur propre développement,

Rappelant sa résolution 34/210 du 19 décembre 1979, par laquelle elle a fait sien le nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés,

Rappelant en outre sa résolution 34/203 du 19 décembre 1979, par laquelle elle a décidé de réunir la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en 1981.

Prenant note de la préoccupation exprimée par la communauté internationale devant la situation désespérée des pays les moins avancés,

Notant avec satisfaction que quelques pays développés ont pris des mesures concrètes en vue de l'application de la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Regrettant que, plus d'une année après l'adoption du programme d'action immédiate pour la période 1979-1981 figurant dans la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, sa mise en application n'ait fait que des progrès très limités,

Soulignant l'importance particulière de la contribution que la coopération économique entre pays en développement peut apporter, notamment, au développement de ceux d'entre eux qui sont les moins avancés,

Réaffirmant la nécessité immédiate d'un accroissement substantiel du transfert de ressources afin de répondre aux besoins critiques des pays les moins avancés et de contri-

⁶ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

⁷ *Ibid.*, quatrième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.II.D.10), première partie, sect. A.

⁸ *Ibid.*, cinquième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.II.D.14), première partie, sect. A.

buer à favoriser leur développement socio-économique rapide et autonome,

1. *Prie instamment* tous les pays développés, les pays en développement en mesure de le faire, les institutions multilatérales de développement et les autres sources d'adopter d'urgence des mesures visant à donner suite sans plus tarder, à titre prioritaire, aux engagements pris dans le programme d'action immédiate pour la période 1979-1981 figurant dans la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

2. *Prie aussi instamment* les pays donateurs de faire équitablement tous les efforts possibles afin de doubler, aussitôt que possible au cours de la première moitié des années 1980, le montant de l'aide publique au développement destinée aux pays les moins avancés, conformément aux engagements qu'ils ont pris en vertu des dispositions du paragraphe 13 de la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et d'examiner attentivement à cette fin la proposition tendant à doubler le montant de cette aide en termes réels, compte tenu des capacités respectives des pays donateurs;

3. *Prie en outre instamment* les pays donateurs d'examiner attentivement, dans le cadre de l'augmentation générale de leur aide publique au développement, au plus tard lors de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui doit se tenir en 1981, les propositions concernant de nouvelles mesures visant à fournir un montant minimal adéquat d'aide publique au développement, y compris, notamment, les propositions tendant à tripler d'ici à 1984 le montant net de l'assistance consentie à des conditions de faveur et à le quadrupler d'ici à 1990, aux prix de 1977, sur une base prévisible, continue et sûre;

4. *Prie instamment* tous les pays développés de fournir une aide publique au développement aux pays les moins avancés, généralement sous forme de dons qui devraient ordinairement être non liés;

5. *Demande* à la communauté internationale et aux organes, organisations et organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui aura, entre autres tâches, celle de mettre définitivement au point, d'adopter et de lancer le nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980, comme il est demandé dans la résolution 122 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

6. *Prie* les organismes multilatéraux de développement, y compris les fonds internationaux, interrégionaux, régionaux et intergouvernementaux, de donner la priorité aux pays les moins avancés lors de la programmation et de l'allocation de leurs ressources;

7. *Prie instamment* tous les pays développés, les pays en développement en mesure de le faire, les institutions multilatérales de développement et les autres sources d'accorder une aide importante aux pays les moins avancés pour la mise en valeur de leurs ressources énergétiques;

8. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application des mesures adoptées en faveur des pays les moins avancés, y compris celles prévues dans le programme d'action immédiate pour la période 1979-1981, et de faire rapport à ce sujet au Conseil économique et social lors de sa seconde session ordinaire de 1981 et à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session.

21^e séance plénière
15 septembre 1980